

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q2/NGA/3

8 avril 1998

(98-1435)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NIGERIA - PROHIBITIONS A L'IMPORTATION DE SORGHO, DE MILLET, DE FARINE DE FROMENT ET DE GYPSE

Questions complémentaires posées au NIGERIA par les ETATS-UNIS

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1998.

Les Etats-Unis remercient le Nigéria de ses réponses à leurs questions sur ses prohibitions à l'importation de sorgho, de millet, de farine de froment et de gypse, qui figurent dans le document G/SG/Q2/NGA/2 daté du 26 mars 1998. Ils notent que le Nigéria a fait savoir au Comité des sauvegardes de l'OMC, dans le document G/SG/N/2/NGA daté du 16 mars 1998, que les prohibitions à l'importation qui frappaient ces produits, ainsi que le kaolin, étaient "appliquées par le Nigéria au titre de l'article XIX du GATT de 1947".

Veillez trouver ci-joint les questions concernant la notification distribuée sous la cote G/SG/N/2/NGA que le délégué des Etats-Unis a l'intention de poser à la réunion du Comité des sauvegardes de l'OMC du 22 avril 1998.

./.

NIGERIA - NOTIFICATION DES MESURES PREEXISTANTES
PRISES AU TITRE DE L'ARTICLE XIX

Dans le document G/SG/N/2/NGA du 16 mars 1998, le Nigéria a fait savoir, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC, que l'importation de cinq produits - farine de froment (SH 1101.0000), sorgho (SH 1007.0000), millet (SH 1008.2000), gypse (SH 2520.1000) et kaolin (SH 2507.0000) - était soumise à des mesures de sauvegarde préexistantes (prohibitions à l'importation), en application de l'article XIX du GATT de 1947. Dans ce même document, le Nigéria a également demandé à être relevé des obligations imposées par l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 16 mars 1998, dans le document G/SG/Q2/NGA/1, les Etats-Unis ont posé un certain nombre de questions au Nigéria concernant sa notification. Le 25 mars 1998, ce dernier a fourni une réponse dans le document G/SG/N/2/NGA. Les Etats-Unis posent les questions complémentaires ci-après:

1. Les Etats-Unis n'ont pas pu trouver de document indiquant que le gouvernement nigérian avait notifié aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT, en tant que mesures de sauvegarde, les prohibitions à l'importation applicables à l'un quelconque des cinq produits indiqués dans le document G/SG/N/2/NGA, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article XIX du GATT de 1947. Prière de fournir les références de chacun des documents du GATT pertinents par lesquels les prohibitions à l'importation ont été notifiées aux PARTIES CONTRACTANTES du GATT.
2. Prière d'identifier les parties contractantes qui avaient un intérêt substantiel en tant qu'exportatrices de chacun des produits considérés aux dates indiquées par le Nigéria comme étant celles de la première imposition des mesures (1986 pour la farine de froment; 1994 pour le sorgho, le millet, le gypse et le kaolin). Le gouvernement nigérian a-t-il fourni à chacune de ces parties contractantes l'occasion d'examiner les mesures proposées avant leur imposition, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article XIX du GATT de 1947?
3. Dans le document G/SG/N/2/NGA (réponse 2), le Nigéria indique que, comme les produits visés ne faisaient l'objet d'aucune concession tarifaire, les prohibitions à l'importation de ces produits "n'étaient généralement pas soumises aux disciplines du GATT en matière de sauvegardes".
 - Prière d'expliquer le fondement de l'affirmation qui est faite apparemment, selon laquelle l'article XIX du GATT de 1947 s'appliquait uniquement aux produits faisant l'objet d'une concession tarifaire;
 - A supposer, pour les besoins de l'argumentation, que l'article XIX n'ait pu s'appliquer à ces produits, comment les prohibitions à l'importation pourraient-elles être des mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX et visées par l'article 10 de l'Accord sur les sauvegardes?
